



T-MAG

« LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Février 2026



T-Mag est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

I. ACTU APL-RDC

1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank Congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est de promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

II. ÉDITORIAL

En février 2026, à travers les provinces ravagées par les conflits comme par les artères surpeuplées de Kinshasa, 163 voix ont choisi de frapper le tambour. 163 hommes, femmes et enfants ont confié à la plateforme Loop leurs alertes, leurs douleurs, mais aussi leurs espoirs les plus tenaces.

Notre analyse croise deux réalités. Celle, d'abord, des 128 retours généraux qui dessinent les contours d'une crise multidimensionnelle : une gouvernance interpellée dans la moitié des témoignages, des moyens de subsistance qui s'effondrent, une santé publique aux abois et une école qui ferme sous les balles. Derrière chaque pourcentage se tiennent le travailleur de Kisangani payé à la misère, Véronique, la mère d'Ubundu qui a dû vendre sa chèvre pour soigner son enfant, ou Rachel, l'écolière de Lubutu qui refuse que son avenir soit sacrifié sur l'autel des conflits adultes.

Et puis, il y a l'autre face du tambour, plus grave, plus sourde. Celle des 35 rapports sensibles qui nous obligent. Car lorsque les civils sont pris pour cible par des drones à Minembwe, lorsque des familles banyamulenge sont instrumentalisées dans des jeux politiques qui les dépassent, lorsque des survivantes de violences sexuelles sont rejetées des camps de déplacés, le tambour ne se contente plus d'alerter.

Ce que ces voix nous disent, c'est que l'insécurité n'est pas qu'une ligne dans un rapport onusien. C'est un directeur d'école à Beni qui ferme sa classe pour sauver ses élèves, un creuseur de Masisi qui survit à l'effondrement d'une mine où ses frères ont péri, une mère de Fizi à qui on refuse des soins faute de 50 000 francs. L'impunité, la politisation des identités, l'abandon de l'État, ces mots abstraits prennent ici des visages, des noms et des larmes.

Notre rôle, en tant que think tank, n'est pas de pleurer sur ces ruines. Il est de les documenter, de les analyser et de les porter jusqu'aux oreilles de ceux qui peuvent agir. Car le tambour, chez nous, n'est pas un glas, mais un appel au rassemblement.

En publiant ces 163 voix, nous ne livrons pas un constat. Nous lançons une invite. À l'État, pour qu'il reprenne ses responsabilités régaliennes. Aux humanitaires, pour qu'ils aillent jusqu'aux invisibles. Aux communautés, pour qu'elles résistent à la haine. Et à vous, lecteurs, pour que vous ne détourniez pas le regard.

Février 2026 restera dans nos archives comme le mois où 163 tambours ont battu ensemble. Puisse leur écho ne pas s'éteindre dans l'indifférence.

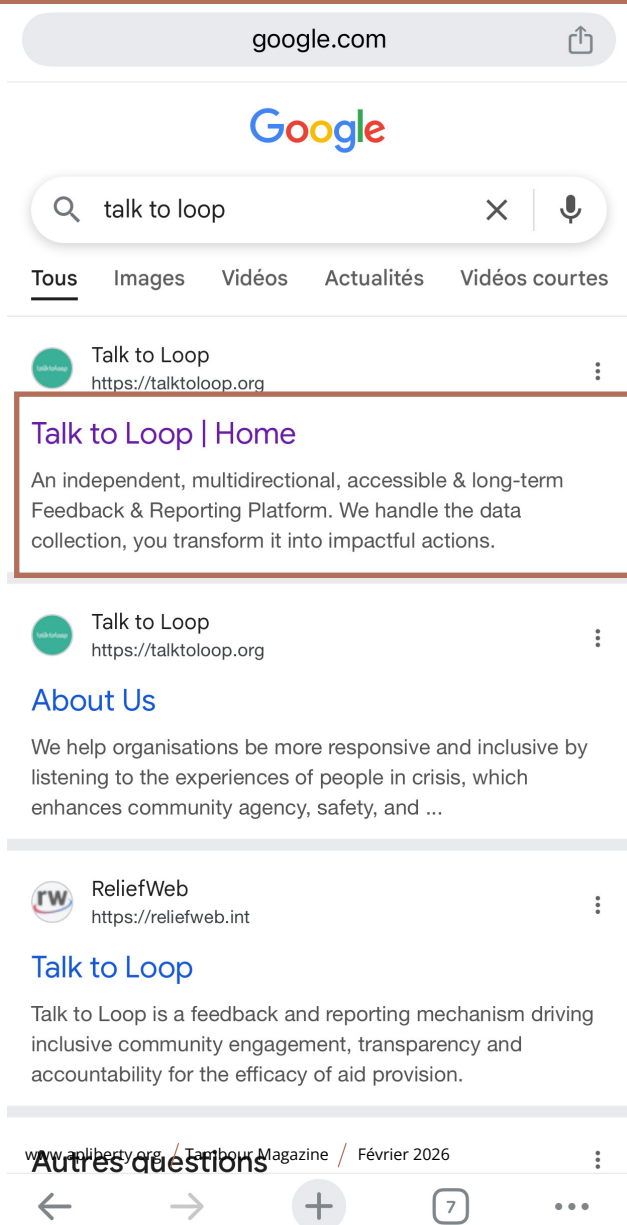
III. Mode d'emploi : Participez via Loop

- Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.

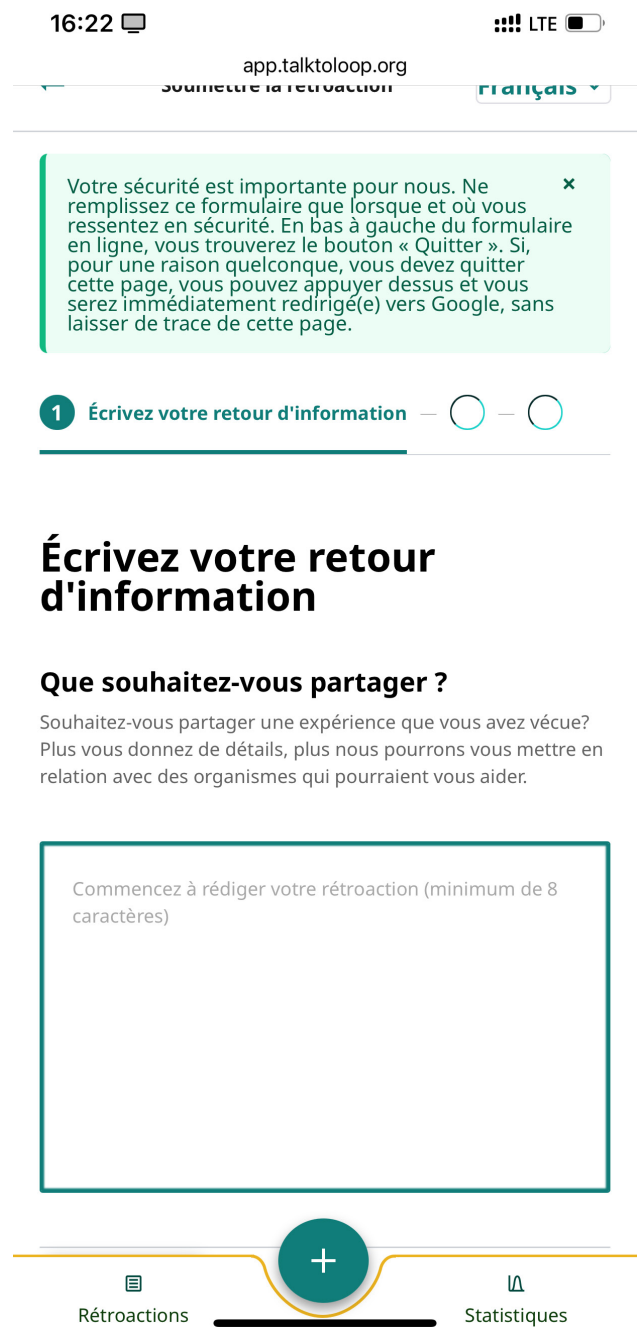


Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».



Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

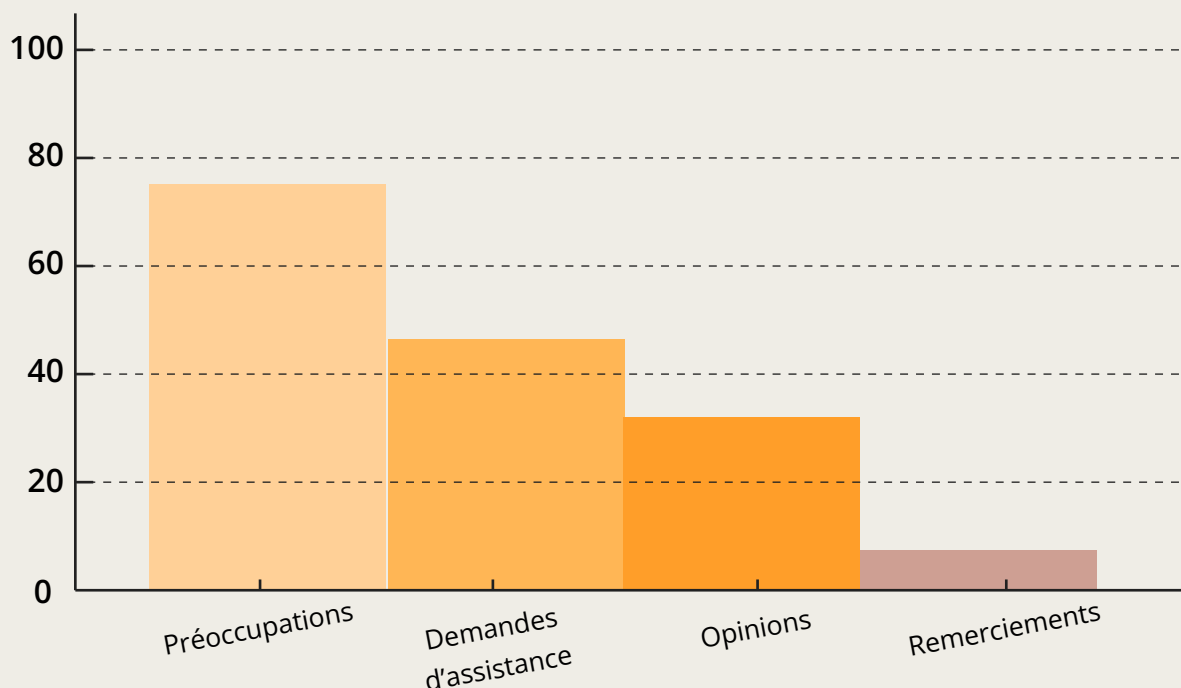
Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

PREMIÈRE PARTIE : RETOURS NON-SENSIBLES

1. Types de retours

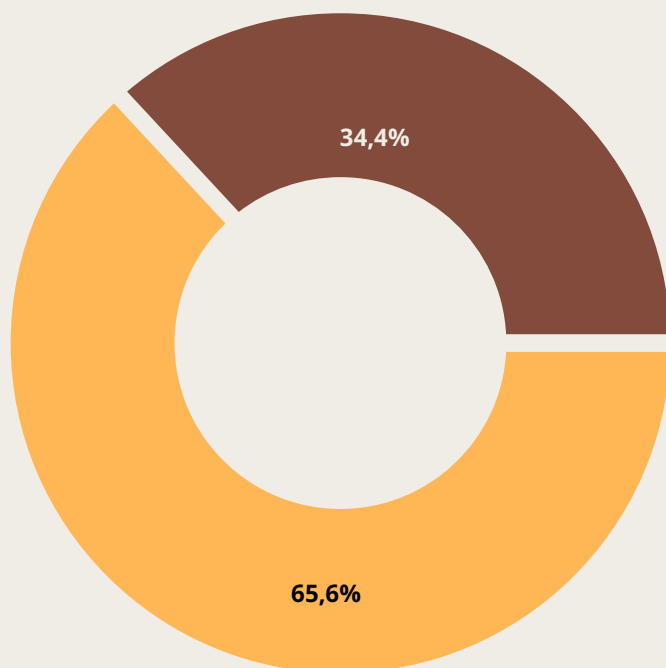


L'analyse des 128 retours selon leur nature révèle le positionnement varié des répondants.

Les préoccupations constituent le cri dominant, avec 77 retours (60,2 %). Plus de six témoignages sur dix expriment une inquiétude ou une dénonciation, interpellant directement les autorités sur des dysfonctionnements graves. Les demandes d'assistance représentent l'urgence vitale avec 45 retours (35,2 %). Ces appels à l'aide directs, immédiats et désespérés révèlent des besoins non couverts et un profond sentiment d'abandon.

Les opinions et suggestions incarnent la parole citoyenne avec 30 retours (23,4 %). Près d'un quart des répondants proposent des solutions, faisant preuve d'une expertise d'usage précieuse et d'une vision prospective. Les remerciements, bien que rares (10 retours, 7,8 %), sont significatifs. Ils surviennent quand l'aide arrive effectivement et que la vie reprend ses droits. Les demandes d'information sont marginales (2 retours, 1,6 %), leur faiblesse s'expliquant par l'urgence des autres préoccupations.

2. Profil genre



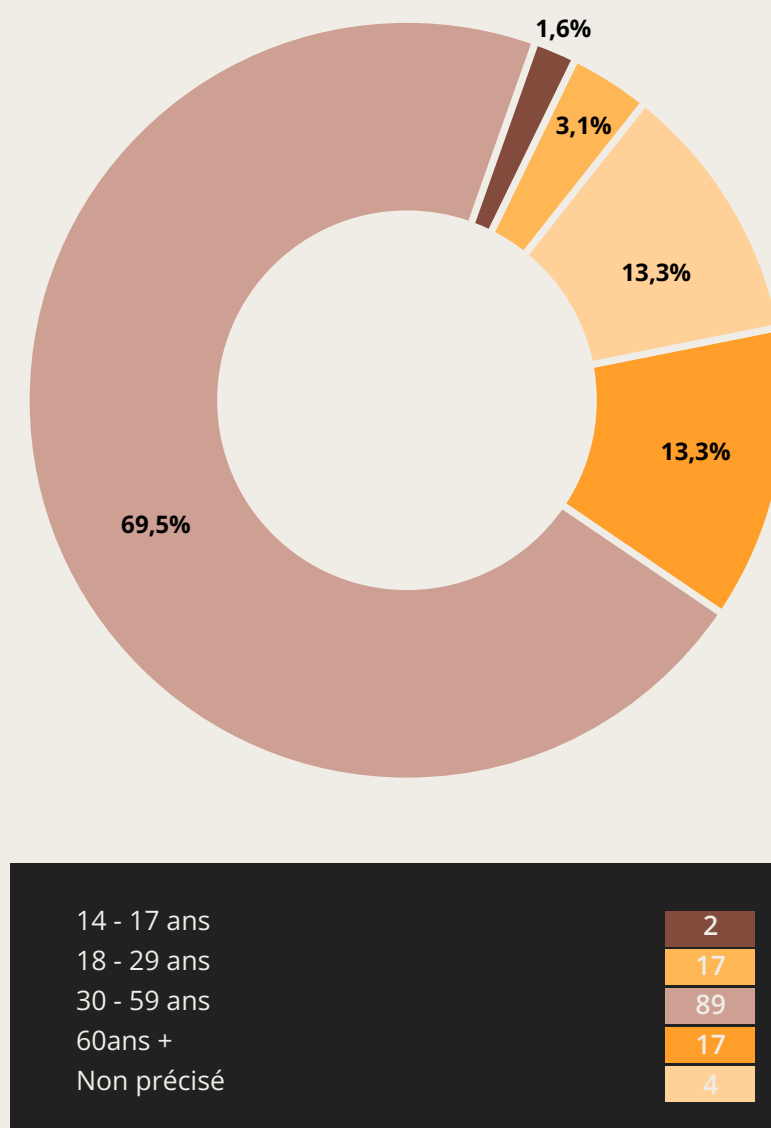
Hommes	84
Femmes	44

L'analyse des données relatives au genre des répondants révèle un déséquilibre significatif. Les hommes témoignent presque deux fois plus que les femmes. Cette disparité, loin d'être anodine, nous invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques sociales et les réalités du terrain qui façonnent la prise de parole.

Cette situation s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, l'accès différencié aux technologies : les hommes disposent probablement plus facilement de smartphones, de connexion internet et de temps pour répondre à l'enquête. Ensuite, les rôles sociaux traditionnels, surtout en zones rurales et de conflit, font des hommes les porte-parole naturels de leur communauté face aux acteurs extérieurs.

Enfin, la nature des sujets abordés reflète cette répartition genrée. Les hommes traitent de gouvernance, sécurité ou emploi des sphères publiques tandis que les femmes évoquent la santé infantile, l'eau ou la survie familiale, des réalités tout aussi cruciales mais plus domestiques. Cette répartition, bien que révélatrice de réalités complémentaires, souligne le risque de cantonner la parole féminine à la sphère privée, alors que les femmes sont en première ligne des crises et porteuses de solutions essentielles.

3. Tranche d'âge

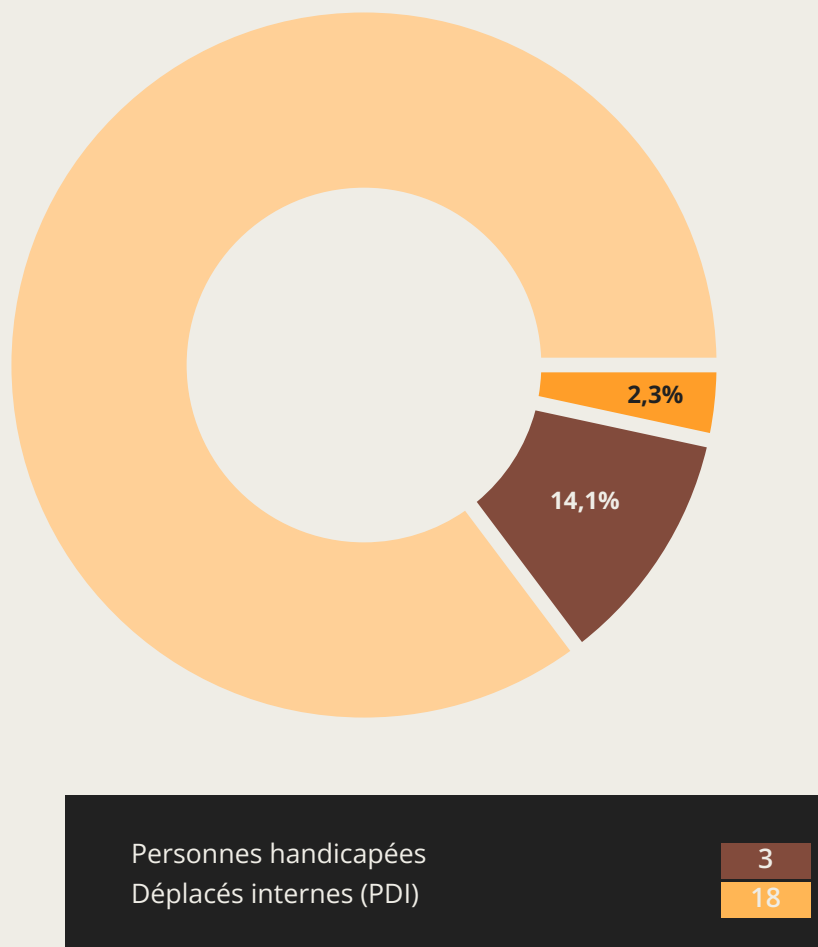


Près de sept répondants sur dix ont entre 30 et 59 ans. Cette surreprésentation s'explique logiquement du fait que la classe d'âge active est celle qui porte les responsabilités familiales, économiques et communautaires. Ces hommes et ces femmes sont en première ligne des difficultés quotidiennes comme l'insécurité, chômage, accès aux soins, et leur parole reflète cette centralité dans les rouages de la survie collective.

Les 18-29 ans ne représentent que 13% des témoignages, un chiffre qui interroge. Leur présence, bien que minoritaire, n'en est que plus précieuse. Elle porte des enjeux d'avenir, d'emploi et de construction identitaire. À l'autre bout du spectre, les plus de 60 ans pèsent d'un poids équivalent (13%). Leurs témoignages, souvent teintés de recul et de mémoire longue, rappellent que les crises actuelles s'enracinent dans des décennies de conflits et de promesses non tenues.

Avec seulement deux témoignages de moins de 18 ans, la parole juvénile est quasi minime. Pourtant, quand elle émerge comme avec Rachel, 16 ans, qui défend son droit à l'école malgré la grève.

4. Vulnérabilités



Les personnes déplacées internes représentent 14% des répondants, une proportion significative mais très en deçà de la réalité du terrain. Ces 18 témoignages disent pourtant l'essentiel : perte totale des biens, errance, précarité sanitaire, faim. Leur condition concentre toutes les détresses, de l'absence d'abri à l'impossibilité de soigner un enfant. Quant aux personnes handicapées – seulement trois sur 128 – leur quasi-invisibilité statistique est un signal fort. Chantal, 27 ans, amputée d'une jambe, témoigne depuis les décombres de sa maison démolie : « Avec ma jambe, je ne peux pas me battre comme les autres. » Grâce, 17 ans, malentendante, veut devenir ingénieure. Leurs voix, trop rares, rappellent que l'inclusion reste le parent pauvre de l'action humanitaire.

5. Répartition géographique

Nord-Kivu	34	26,6%
Sud-Kivu	30	23,4%
Kinshasa	14	10,9%
Ituri	9	7%
Haut-Katanga	8	6,3%
Kongo-Central	7	5,5%
Maniema	5	3,9%
Tshopo	5	3,9%
Kwilu	4	3,1%
Kasaï-Oriental	3	2,3%
Autres provinces	9	7,0%

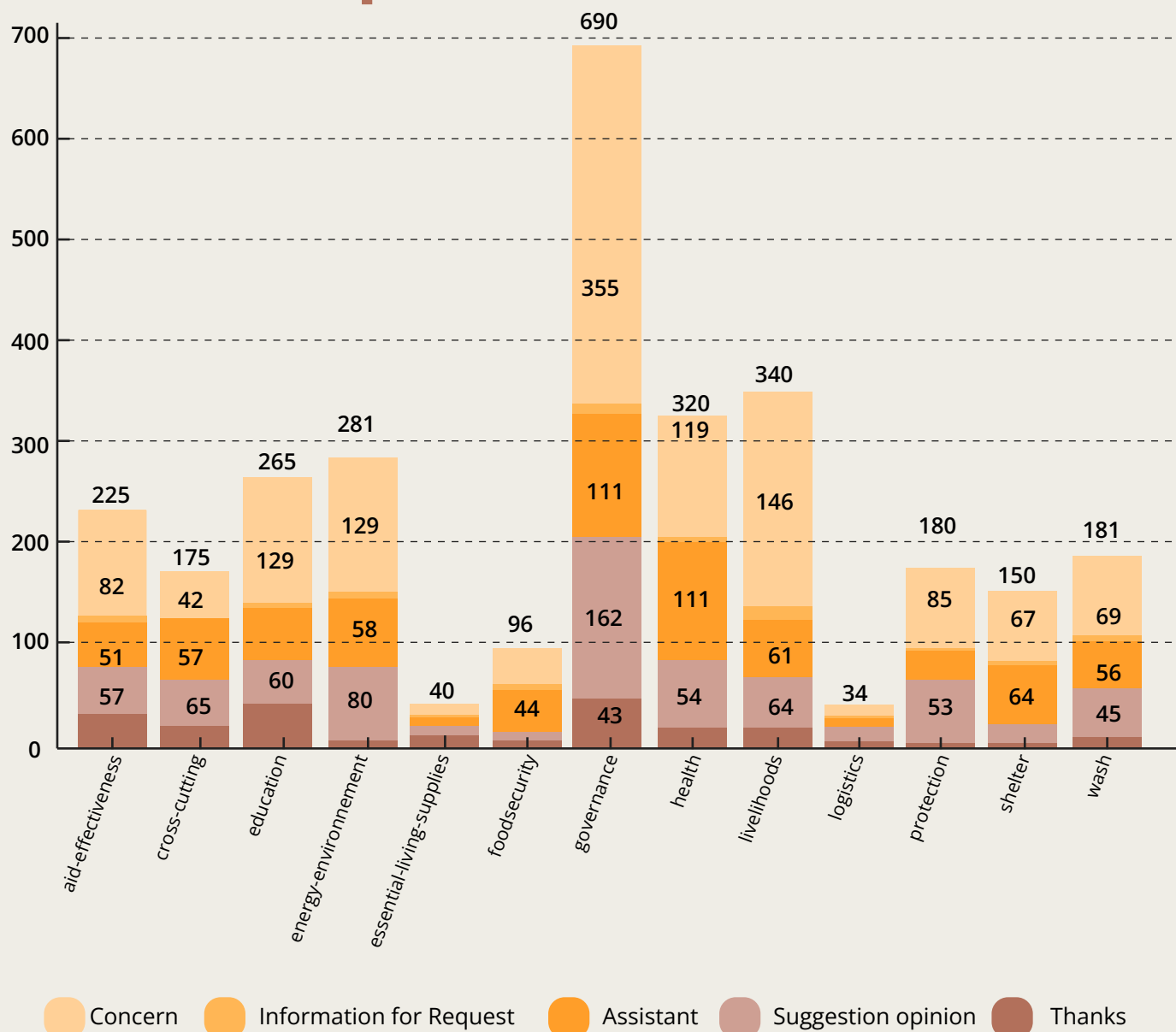
La carte des retours fait apparaître une nette concentration de la parole dans les provinces de l'Est. Le Nord-Kivu et le Sud-Kivu totalisent à eux seuls exactement la moitié des témoignages (50 %), avec respectivement 34 et 30 contributions. Cette prédominance n'a rien de surprenant car ces territoires sont le théâtre de conflits armés récurrents, de déplacements massifs et d'une profonde crise humanitaire.

Kinshasa, avec 11 % des retours, se distingue comme le troisième pôle d'expression. La capitale concentre des préoccupations d'une autre nature, notamment l'urbanisme sauvage, expulsions forcées, inflation, gestion des déchets ou difficultés de transport. Ici, la parole citoyenne dénonce moins les balles que la défaillance des politiques publiques et le coût de la vie.

Viennent ensuite des provinces comme l'Ituri (7 %), le Haut-Katanga (6 %), le Kongo-Central (5,5 %) ou encore le Maniema et la Tshopo (près de 4 % chacune). Leurs taux, plus modestes, reflètent soit une moindre intensité des crises, soit une couverture plus limitée de la collecte. L'Ituri, pourtant en proie à des violences communautaires, apparaît sous-représentée par rapport à l'ampleur des besoins, ce qui invite à renforcer la présence de Loop dans cette province.

Enfin, l'absence ou la très faible représentation de nombreuses provinces, notamment dans le Grand Équateur, le Kasaï ou le Sankuru ne signifie pas l'absence de problèmes. Elle révèle plutôt les limites géographiques du dispositif de collecte et la nécessité d'étendre l'écoute à l'ensemble du territoire. Car chaque silence statistique est aussi un angle mort de l'action humanitaire et du plaidoyer.

5. Thématiques dominantes



Les 128 retours collectés abordent des préoccupations multiples, mais la gouvernance domine très nettement. citée dans 64 retours, ce chiffre traduit un cri adressé directement à l'État et à ses institutions. La population interpelle les autorités sur leurs responsabilités régaliennes.

Au sein de cette vaste catégorie, la sécurité et la sûreté arrivent en tête (24 mentions). Les témoignages décrivent un quotidien rythmé par la peur des balles, des coupeurs de route et des violences communautaires, à l'instar de cet habitant de Beni qui a exprimé son angoisse :

« Fermer l'école a été la décision la plus difficile de ma carrière, mais aussi la plus responsable. Quand les coups de feu résonnent près des salles de classe, je ne peux pas faire comme si de rien n'était. »

La consolidation de la paix suit avec 20 mentions, souvent formulée comme un appel à la cohabitation pacifique. Un notable d'Uvira disait :

« Les Congolais vivent avec des conflits intercommunautaires non résolus depuis des années. Nous lançons un vibrant appel à toutes les organisations œuvrant pour la paix. »

Les transports (13) et les dépenses publiques (11) reviennent fréquemment, liés à l'état désastreux des routes et à la mauvaise gestion des fonds. À Shabunda, un habitant dénonce :

Ce ne sont pas seulement des kilomètres de route dégradés, c'est toute une politique d'entretien qui est absente. L'urgence, c'est bien, mais la vision à long terme, c'est mieux. »

Les télécommunications (7) et l'état de droit (8) complètent ce tableau, avec des récits de coupures de réseau qui isolent des familles entières et d'expulsions arbitraires sans procédure légale.

Les moyens de subsistance et l'efficacité de l'aide arrivent ex æquo avec 28 mentions chacun (21,9 %). La première catégorie reflète les difficultés économiques, dont l'emploi, soutien aux entreprises, prix des produits, agriculture

« Nous travaillons du lever au coucher du soleil pour un salaire de misère. Les entreprises étrangères refusent de payer les heures supplémentaires. Si nous protestons, nous sommes menacés de licenciement. »

témoignait un jeune de Kisangani.

L'efficacité de l'aide, elle, est souvent mise en doute. Une déplacée de Fizi a témoigné :

« Cela fait quatre mois que je suis ici avec mes trois enfants. Nous n'avons reçu aucune assistance. Ma fille de deux ans est malade, mais on m'a demandé de payer 50 000 francs avant de la soigner. »

La santé est présente dans 27 témoignages (21,1 %), avec une forte proportion liée aux épidémies (7) et au manque de médicaments (8). À Basoko, une mère lance un cri d'alarme :

« Le choléra emporte ceux qui boivent l'eau du fleuve, et la Mpox fait souffrir nos enfants. Les centres de santé n'ont presque plus rien. Si rien n'est fait, beaucoup vont mourir. »

Un malade de Lubumbashi décrit l'enfer de la Mpox :

« La fièvre ne descend pas, les lésions démangent terriblement. Les médicaments pour calmer la douleur manquent. On ne doit pas laisser des gens agoniser sans assistance. »

L'énergie et l'environnement recueillent 23 mentions (18 %), avec une focalisation sur les inondations et pluies diluviennes (8) et le manque d'électricité (5). À Kabambare, un ancien du coin a déploré :

« Chaque pluie violente se transforme en catastrophe nationale. Nous avons besoin d'une politique d'urbanisme ambitieuse, pas de la logique de l'urgence permanente. »

À Goma, un petit entrepreneur ses espoirs sur le renforcement de la société Virunga à produire de l'énergie :

« L'électricité, c'est le sang de l'économie. Avec un courant stable, mon usine pourra embaucher plus de jeunes. »

Les autres thématiques, bien que moins représentées, n'en sont pas moins vitales. La protection et droits humains (15, 11,7 %) inclut des récits de discrimination, de mines antipersonnel et de violences basées sur le genre. Une femme de Kolwezi, veuve après un accident de mine, supplie :

« Comment vais-je faire pour nourrir nos quatre enfants ? Il faut que cela cesse, que plus personne ne meure de cette manière. »

L'eau, hygiène et assainissement (13, 10,2 %) est souvent liée aux épidémies. Une jeune mère de Masisi raconte :

« Depuis que le tuyau a été emporté, je marche des heures pour aller puiser de l'eau à la rivière. Cette eau sent mauvais, mais nous n'avons pas le choix. »

Les abris et camps (12, 9,4 %) concernent surtout les déplacés, comme ce père à Lubero :

« Je suis arrivé il y a trois jours. Toutes les places sous les tentes étaient déjà prises. La nuit, il fait froid, les enfants toussent. Je réclame un abri. »

Enfin, l'éducation (10, 7,8 %) est mise à mal par les grèves, l'insécurité ou le manque d'infrastructures. Une élève de Lubutu s'indigne :

« Pendant la grève, je reste à la maison. Le temps perdu ne se rattrape jamais. Est-ce que c'est nous, les élèves, qui devons payer pour cette injustice ? »

DEUXIÈME PARTIE : RETOURS SENSIBLES

1. Aperçu du nombre et de la démographie

En Février 2026, un total de 35 rapports sensibles ont été collectés par APL-RDC lors de ses activités de suivi auprès des communautés dans différentes régions de la République démocratique du Congo et soumis via la plateforme Loop. Ces retours reflètent une large gamme de préoccupations en matière de protection, des niveaux élevés d'insécurité, des violations des droits humains, des lacunes dans la prestation des services et des besoins humanitaires urgents. Certains rapports ont été désignés comme sensibles car ils contenaient des informations sur des incidents liés à la sécurité, tels que des assassinats, des attaques armées et des menaces impliquant des acteurs étatiques ou non étatiques..

a. Genre et âge

Parmi les 35 rapports sensibles reçus, la majorité des auteurs étaient des hommes (22), soit 63 %, contre 37 % de femmes (13). Cette répartition montre une participation plus importante des hommes dans la soumission de ce type de signalement, bien que les femmes représentent également une part significative des auteurs.

La plupart des retours provenaient d'adultes âgés de 30 à 59 ans (21), soit 60 % des auteurs. Neuf retours (26 %) ont été soumis par des jeunes adultes âgés de 18 à 29 ans, trois (9 %) par des personnes âgées de 60 ans et plus, et deux (6 %) par des adolescents.

L'analyse croisée par âge et par genre montre certaines différences. Les femmes âgées de 18 à 29 ans étaient plus nombreuses à soumettre des retours dans cette tranche d'âge : 7 des 9 retours (78 %) ont été soumis par des femmes. À l'inverse, tous les retours provenant de personnes âgées de 60 ans et plus ont été soumis par des hommes. Dans la tranche d'âge 30-59 ans, les hommes étaient également majoritaires, représentant 16 des 21 auteurs (76 %).

b. Handicap, minorités et vulnérabilité

Aucun retour ne mentionnait explicitement des auteurs ou personnes affectées en situation de handicap.

Au moins 8 rapports proviennent directement de membres de la minorité ethnique Banyamulenge ou portent sur la condition de cette communauté, principalement dans les localités de Uvira et Minembwe, dans la province du Sud-Kivu.

Les retours mettent en évidence des préoccupations récurrentes liées à la politisation de la communauté Banyamulenge dans les conflits à l'Est de la RDC, en particulier au Sud-Kivu. Plusieurs auteurs dénoncent leur instrumentalisation par différents acteurs politiques et armés, estimant que cette situation alimente les tensions intercommunautaires, la stigmatisation et l'insécurité des civils.

Les témoignages évoquent également un sentiment d'exclusion et de victimisation, certains auteurs estimant que les civils sont pris dans des dynamiques politiques et militaires qui les dépassent. Dans ce contexte, plusieurs appels sont formulés en faveur de la dépolitisation des identités communautaires, du renforcement de la cohésion entre communautés et d'une meilleure protection des populations civiles afin de limiter l'escalade des tensions et des violences.

Au moins 2 rapports proviennent de personnes déplacées internes, en Ituri et au Nord-Kivu. Ces deux retours, provenant de femmes déplacées, mettent en évidence les difficultés rencontrées par les survivantes de violences sexuelles dans les camps de déplacés. Ils soulignent notamment des obstacles d'accès aux soins médicaux essentiels après une agression, ainsi que la stigmatisation et le rejet social auxquels certaines survivantes et leurs enfants peuvent être confrontés.

Dans l'ensemble, ces témoignages révèlent des besoins importants en matière d'accès aux services de santé, d'accompagnement psychosocial et de sensibilisation communautaire, afin de mieux soutenir les victimes de violences sexuelles dans les contextes de déplacement.

c. Localisation

Géographiquement, les 35 rapports sensibles proviennent de plusieurs provinces de la RDC. La majorité a été signalée au Nord-Kivu (13 rapports, soit 37%), couvrant plusieurs territoires, notamment Rutshuru, Walikale, Masisi, Lubero, Beni, Nyiragongo et Goma, ce qui montre que les effets des conflits touchent l'ensemble de la province, avec des impacts sécuritaires et humanitaires généralisés.

Le Sud-Kivu arrive en deuxième position avec 11 rapports (31%), principalement dans les territoires d'Uvira et Fizi, et plus faiblement à Bukavu, reflétant une forte concentration d'insécurité et de préoccupations en matière de protection dans ces zones.

Un nombre plus limité de rapports provient de Kinshasa (6 rapports, soit 17%) et de l'Ituri (3 rapports, soit 9%), ainsi que de Kwilu et du Lualaba (1 rapport chacun, soit 3% par province).

Dans l'ensemble, cette répartition géographique montre que des problématiques sensibles sont signalées dans plusieurs régions du pays, avec une concentration particulièrement élevée dans les provinces affectées par le conflit.

2. Type de retours sensibles

a. Localisation

Les retours révèlent une insécurité généralisée et persistante dans plusieurs provinces de la RDC. Dans le Nord-Kivu (territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi, Lubero, Beni, Nyiragongo, Goma, Sake, Butembo), les civils sont régulièrement victimes d'attaques, pillages, meurtres et kidnappings, tandis que les barrages illégaux et les extorsions limitent la liberté de circulation. Les enfants sont enrôlés de force dans les groupes armés et des familles entières voient leurs maisons et moyens de subsistance détruits. Dans le Sud-Kivu (Minembwe, Uvira, Fizi, Sange), les populations vivent sous la menace de bombardements, explosions et violences intercommunautaires. Les habitants signalent qu'ils ne peuvent plus cultiver, se rendre aux marchés ou assurer leurs besoins quotidiens sans risquer leur vie. À Kinshasa, les violences urbaines incluent vols à main armée, enlèvements et détentions arbitraires, tandis qu'en Ituri (Mahagi, Djugu, Bunia), les massacres et l'absence de réponse judiciaire génèrent un climat de peur et d'impunité. Les retours montrent que la population se sent prise dans des conflits qui la dépassent et réclame la protection de l'État.

b. Besoins humanitaires

Les civils signalent un accès très limité aux besoins de base. L'insécurité alimentaire est généralisée, avec des récoltes pillées et des marchés inaccessibles. Les soins de santé sont insuffisants ou indisponibles, en particulier pour les victimes d'agression ou de blessures, dans des zones comme Nyiragongo, Goma, Rutshuru (Nord-Kivu) et Djugu (Ituri). Les écoles sont détruites dans des territoires comme Masisi et Sake (Nord-Kivu), obligeant les enfants à étudier dans des conditions précaires. Les populations expriment des besoins urgents en nourriture, soins médicaux, scolarisation et sécurité, et font appel aux organisations humanitaires pour intervenir rapidement.

c. Violence basée sur le genre

Les retours mettent en lumière la vulnérabilité accrue des femmes et des filles, victimes d'agressions sexuelles, de viols et de violences domestiques dans les provinces de Nord-Kivu (Nyiragongo, Rutshuru), Sud-Kivu (Minembwe, Uvira), Ituri (Djugu) et dans la capitale, Kinshasa. Les survivantes souffrent de stigmatisation, d'exclusion sociale et de manque d'accès à des soins et à un accompagnement psychosocial. Dans certains cas, les enfants nés de violences sexuelles sont rejetés par la communauté. Ces témoignages soulignent le besoin urgent de services de santé adaptés, de protection juridique et d'accompagnement psychosocial, ainsi que d'une réponse renforcée des autorités et des organisations humanitaires.

d. Conflits intercommunautaires et politisation des communautés

Les rapports soulignent la politisation des identités communautaires et ses conséquences sur la sécurité et la cohésion sociale. La communauté Banyamulenge dans le Sud-Kivu (Minembwe, Uvira, Fizi) est souvent instrumentalisée par des acteurs politiques et armés, générant exclusion, stigmatisation et menaces. Les civils dénoncent la manipulation de leur communauté dans des conflits qu'ils ne soutiennent pas et appellent à la dépolitisation des identités ethniques, à la promotion de la cohésion entre communautés et à l'intervention des autorités et de la communauté internationale pour prévenir de nouvelles violences.

e. Justice et impunité

À travers toutes les provinces, notamment au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Kinshasa, Kwilu, Lualaba, les civils dénoncent l'impunité persistante. Les crimes commis par des groupes armés ou des acteurs influents restent largement impunis, ce qui alimente le cycle de violence et la peur. Les populations réclament des enquêtes crédibles, des procès, la protection des droits des victimes et une action ferme de l'État pour rétablir la sécurité et l'État de droit.

CONCLUSION

Au terme de ce voyage au cœur des voix de février 2026, l'évidence est que le peuple congolais n'est pas silencieux. Il crie, il alerte, il propose. Des hauts plateaux d'Uvira aux avenues défoncées de Limete, des camps de déplacés de l'Ituri aux centres de santé démunis du Maniema, 163 messages sont remontés jusqu'à nous.

Que retenir de ce millésime 2026 ?

D'abord, que l'insécurité est la matrice de toutes les souffrances. Qu'elle prenne la forme d'un drone à Minembwe, d'un barrage illégal à Rutshuru ou d'un bulldozer à Kinshasa, la violence empêche de cultiver, d'étudier, de se soigner, de vivre. La moitié des témoignages sur la gouvernance et les 35 rapports sensibles le martèlent en ces termes : sans paix et sans État de droit, aucun développement n'est possible.

Ensuite, que les plus vulnérables paient le prix le plus lourd. Les 14 % de déplacés internes, les femmes reléguées au silence domestique, les personnes handicapées à peine visibles, les adolescents privés d'école : la crise a des visages multiples, et ce sont souvent ceux qui ont le moins de voix qui souffrent le plus. Les témoignages de Chantal, la jeune femme handicapée de Pakadjuma, ou de Grâce, l'élève sourde de Matadi qui veut devenir ingénieure, sont des rappels brûlants que l'inclusion n'est pas un luxe, mais une urgence.

Enfin, que l'espoir, malgré tout, n'a pas déserté. Il est dans le remerciement de Janine, sauvée par des médicaments arrivés à temps à Uvira. Il est dans la gratitude de l'agriculteur de Kindu qui croit encore à la relance du café. Il est dans la détermination de Jean-Baptiste à Bunia, formé pour mieux protéger son camp.

Alors, à quoi sert T-Mag ?

Il sert à ce que ces 163 tambours ne battent pas dans le vide. Il sert à ce que le cri de Josué sur son salaire de misère parvienne jusqu'aux ministères. Il sert à ce que l'alerte de Faraja sur l'eau contaminée de Masisi interpelle les bailleurs. Il sert à ce que la colère de Junior, dont la maison a été rasée sans préavis, ne finisse pas noyée dans l'impunité.

Nous, APL-RDC, avons fait notre part de collecter, analyser, interpréter, publier. Maintenant, la balle est dans le camp de ceux qui nous lisent.

Vous êtes décideur ? Laissez ces témoignages guider vos politiques et vos budgets. La route de Shabunda, le pont de Masisi, l'hôpital de Bafwasende ne sont pas des lignes budgétaires, mais des vies. Vous êtes humanitaire ? Allez là où les chiffres vous envoient. Les 13 retours sur l'eau et l'assainissement, les 27 sur la santé, les 12 sur les abris sont une cartographie précise des besoins urgents.

Vous êtes citoyen ? Faites circuler ces paroles. Que le récit de Rachel, 16 ans, qui défend son droit d'apprendre, devienne viral. Que la dignité de Pasteur, dans les hauts plateaux d'Uvira, inspire le respect.

Février 2026 est derrière nous. Mais les problèmes qu'il a révélés, eux, sont toujours là. Le tambour a battu. À nous tous, collectivement, de faire en sorte que sa vibration ne s'éteigne pas.

Car au bout du compte, comme le dit si bien un proverbe africain, « le tambour ne parle pas pour lui-même, mais pour toute la communauté. »



Action for Peace and liberty

Website: www.apliberty.org

E-Mail: aplrdc@gmail.com

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU